

## **CHAPITRE 3 – Territoires, populations et développement : quels défis ? dans le monde**

### **Étude de cas : Développement et inégalités au Brésil (p. 108-111)**

#### **Doc 2 p. 108 : Une émergence en cours**

Ce qui distingue les pays émergents des pays développés, c'est qu'ils n'ont pas atteint un stade équilibré de développement du fait, notamment, de structures institutionnelles faibles, de politiques hésitantes (pas moins de 30 partis au Brésil) et de très fortes inégalités sociales. Dans le cas du Brésil, s'y ajoute la faiblesse du commerce extérieur qui représente 17 % du PIB contre 60 % dans le cas de la Chine. Malgré ces handicaps, des succès significatifs sont à remarquer dans des secteurs tels que l'agroénergie, l'exploitation minière, le pétrole off-shore<sup>1</sup>, l'aéronautique, les conglomérats bancaires géants, les médicaments génériques, les cosmétiques, etc.

Si cette émergence semble solide et durable, on observe aussi que les processus qui la caractérisent se déploient selon des temporalités différenciées à l'origine de nouveaux conflits et de nouvelles frustrations sociales.

Martine Droulers, directrice de recherche au CNRS, « Le Brésil, pays émergent », Confins [en ligne], n° 26, 2016.

1. Exploitation du pétrole sur des plateformes en pleine mer.

## **Doc 4 p. 109 : Un bilan économique et social contrasté**

La forte croissance et les avancées sociales remarquables qui ont marqué les deux dernières décennies ont fait du Brésil l'une des principales économies mondiales, malgré la profonde récession dont l'économie est aujourd'hui en train de sortir. Le dynamisme du marché du travail, associé à une amélioration de l'accès à l'éducation, a permis à des millions de Brésiliens de trouver de meilleurs emplois et d'améliorer leur niveau de vie, et de sortir plus de 25 millions de Brésiliens de la pauvreté depuis 2003.

Cependant, le Brésil reste l'un des pays les plus pauvres au monde. La moitié de la population perçoit 10 % du total des revenus des ménages, tandis que l'autre moitié en détient les 90 % restants. Les femmes, les minorités raciales et les jeunes défavorisés continuent de souffrir de graves inégalités. Les travailleurs de sexe masculin gagnent 50 % de plus que les femmes, soit un écart de 10 points supérieur à la moyenne de l'OCDE<sup>1</sup>. La probabilité d'exercer un emploi dans le secteur informel<sup>2</sup> est également plus grande pour les femmes. Ce sont les enfants qui sont les plus touchés par la pauvreté et le chômage chez les jeunes est plus de deux fois supérieur à la moyenne générale.

Études économiques de l'OCDE : Brésil 2018, OCDE, février 2018.

1. L'Organisation de coopération et de développement économique regroupe 36 membres en 2018, principalement des pays développés.
2. Ensemble des activités échappant au contrôle de l'État.

## Doc 6 p. 110 : Des contrastes régionaux

Les inégalités territoriales du Brésil sont nombreuses : elles sont si fortes et si clairement lisibles que ce pays sert souvent d'exemple pour l'illustration du problème en géographie. [...].

Le Brésil occupe pour l'IDH un rang moyen dans le monde, nettement inférieur à ce que permettrait son niveau économique [...].

Les flux humains et financiers montrent que, au cours de l'Histoire, le Nordeste<sup>1</sup> a été appauvri par la concentration des facteurs de production, les hommes et les capitaux, à São Paulo. [...] Toutefois, le citoyen pauvre de la métropole [de São Paulo] vit-il dans des conditions aussi difficiles que le rural pauvre de l'intérieur nordestin ? La comparaison est délicate, car le milieu urbain apporte des opportunités que les campagnes n'offrent pas en matière de services publics (école, santé) et d'accès au marché de l'emploi. En d'autres termes, si la pauvreté urbaine est plus visible directement parce qu'elle est concentrée en un lieu, elle est sans doute moins intense que la pauvreté rurale plus diluée dans l'espace.

Bernard Bret, spécialiste de l'Amérique latine, « Justice et injustice spatiales au Brésil : une réflexion géoéthique », L'information géographique, décembre 2017, Malakoff.

1. Région correspondant au Nord-Est du Brésil. L'IDH y est le plus faible du pays.

## **Doc 9 p. 111 : Les enjeux du développement**

De nombreuses mesures sur le long terme ont été prises ces dernières années telles que la reconnaissance du droit à la retraite, une hausse du salaire minimum supérieure au taux d'inflation, les politiques de redistribution des revenus (le programme Bolsa família<sup>1</sup> par exemple). Ces mesures ne sont pas de simples transferts d'argent puisqu'elles se fondent sur un contrat dans lequel le bénéficiaire s'engage à scolariser ses enfants, à réaliser des examens médicaux réguliers et est encouragé à suivre une formation. La diminution des inégalités passe par l'intégration ou le soutien à des populations et des territoires bien précis. [...] La diminution des inégalités passe également par des mesures plus locales. Par exemple, certaines municipalités tentent d'améliorer les systèmes de transports afin d'éviter une immobilité géographique qui se traduit par une immobilité sociale ou de mener des programmes concernant les zones les plus défavorisées. À Rio de Janeiro par exemple, des programmes de pacification des favelas et d'accélération de la croissance de certaines favelas ont lieu. [...] Mais à Rio de Janeiro, les politiques urbaines sont très ambiguës sur la question des favelas puisqu'elles alternent entre leur destruction, leur marginalisation et leur intégration. De plus, les investissements sont plutôt réalisés dans les quartiers déjà aisés.

Solen Le Clec'h, « Le Brésil : une société inégalitaire en mouvement ? »,

Confins, 24 septembre 2015.

1. La Bolsa família (en français, « Bourse familiale ») est un programme destiné à lutter contre la pauvreté, mis en place au Brésil en 2004.

## Étude de cas : Les modalités du développement en Inde (p. 112-115)

### Doc 2 p. 112 : Un développement contrasté

En 2011<sup>1</sup>, 23,6 % de la population indienne vivait sous le seuil de pauvreté (1,25 dollar par jour selon la Banque mondiale), soit près de 290 millions de personnes. Nombre éloquent pour la sixième économie mondiale (selon le PIB), qui cumule record du nombre de pauvres et troisième rang mondial pour le nombre de milliardaires !

Même si la pauvreté recule (60 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 1981), cette baisse reste insuffisante et relativise le succès de l'économie indienne dont la croissance ne suffit pas à entraîner toute la population dans son sillage. Le maintien d'une tranche de la population dans la pauvreté contribue vraisemblablement à la dynamique de croissance indienne, qui dépend aussi de la présence d'une main-d'œuvre bon marché enrôlée de manière informelle, par exemple dans les chantiers de construction. Néanmoins, la classe moyenne urbaine ne pourra sans doute pas assumer seule l'essor de la production et de la consommation indiennes, et la pauvreté de la masse populaire constituera, à moyen terme, un frein au développement économique. [...]

L'Inde poursuit cependant son développement, cherchant encore dans l'ouverture au monde une voie de croissance.

Lucie Dejouhanet, « L'Inde, puissance en construction », La Documentation photographique, © Dila n° 8109, janvier-février 2016.

1. Année du dernier recensement de population en Inde qui a lieu tous les 10 ans. Le prochain est donc prévu en 2021.

## **Doc 5 p. 113 : L'émergence de l'Inde**

Pour le géographe parcourant l'Inde depuis près de quarante ans, chaque séjour, année après année, offre l'expérience d'un changement social rapide, allant s'accroissant, et modifiant jusqu'à l'organisation du territoire et les pratiques spatiales. Les toutes dernières années apparaissent même, par bien des aspects, comme le temps d'une mutation. Après une vingtaine d'années de croissance économique soutenue et qui ne fléchit pas, l'enrichissement des couches moyennes se fait davantage visible, rendant plus criants encore les très fortes inégalités sociales et le maintien d'une large fraction des populations dans la pauvreté. Dans le même temps, l'introduction d'une gouvernance et d'une politique économique plus libérales, l'internationalisation de la production et du commerce, la modernisation des infrastructures urbaines et des systèmes de transport et de communication atteignent un niveau permettant à l'Inde d'accéder au statut de pays émergent. Prudemment, à son rythme et selon ses propres termes, l'Inde s'engage dans la mondialisation. [...] Inégalement réparti sur le territoire, renforçant les inégalités territoriales et valorisant les littoraux, ce dynamisme s'observe tout particulièrement dans les villes, dont plus de cinquante sont aujourd'hui millionnaires et deux, Delhi et Mumbai, avoisinent les vingt millions d'habitants.

Philippe Cadène, « L'émergence de l'Inde : dynamiques métropolitaines, ouverture maritime », Bulletin de l'association de géographes français, n°94-1, 2017.

## **Doc 7 p. 114 : Des inégalités de genre**

Les filles bénéficient de moins de soins et d'attention en matière de santé, d'alimentation et d'éducation, ce qui nuit à leur espérance de vie. Elles sont traditionnellement considérées comme un poids financier important, du fait de la dot dont les parents doivent s'acquitter lors du mariage. La préférence allant au fils est encore largement répandue dans le pays.

Alors que la croissance économique, évaluée à 7 %, apporte une amélioration constante des conditions de vie des Indiens, la population féminine n'en bénéficie que partiellement. Bien que de nombreux points ont été améliorés, comme le recul de l'âge au premier enfant, l'écart se creuse quand il est question de l'accès à l'emploi.

Le rapport<sup>1</sup> préconise que « sur la question du genre, la société dans son ensemble – société civile, communautés, cadre familial –, et non pas seulement le gouvernement, se reflète dans une préférence sociétale pour les garçons, inhérente à la croissance ». C'est « un combat inégal entre les forces irrésistibles du développement et les objets immuables que sont les normes culturelles », et prône de se préoccuper autant de la croissance économique que des résultats liés à l'égalité entre les genres.

Shannah Mehidi, « L'Inde "manque" de 63 millions de femmes », Le

Figaro, 31 jan. 2018.

1. Rapport concernant la situation économique du pays présenté en 2018 devant le Parlement indien.

## **Doc 10 p. 115 : Des réformes pour les campagnes**

Le gouvernement indien a présenté jeudi un budget annuel pour l'exercice 2018-2019 mettant l'accent sur les zones rurales, où vivent deux Indiens sur trois. « Nous avons lancé des programmes pour diriger les bénéfices des réformes structurelles et de la bonne croissance jusqu'aux fermiers, aux pauvres et d'autres sections vulnérables de nos sociétés pour tirer nos régions sous-développées », a déclaré le ministre des Finances Arun Jaitley devant le Parlement.

Si le géant démographique d'Asie du Sud connaît une urbanisation impressionnante, les zones rurales restent encore le berceau de la majeure partie de son 1,34 milliard d'habitants. L'agriculture, qui représente environ 15 % du PIB mais emploie la moitié de la population active, peine à suivre le train de la croissance. Le pouvoir en place craint de voir ainsi s'accroître les disparités entre la campagne et les villes et d'essuyer dans l'isolement le mécontentement des villages.

Dévoilant une série d'initiatives visant différents secteurs agricoles, New Delhi a notamment annoncé qu'elle consacrerait au total pour cette année 14 340 milliards de roupies (180 milliards d'euros) pour développer l'infrastructure des zones rurales.

« Les campagnes au cœur du budget », AFP, 1er février 2018.

## Étude de cas : Développement et inégalités en Russie (p. 116-117)

### Doc 1 p. 116 : Les inégalités sociales en Russie

Les inégalités augmentent partout dans le monde mais dans ce domaine, la Russie, ancienne patrie du socialisme, pourrait bien remporter la palme d'or. Selon un récent rapport, 1 % de la population russe concentre 74,5 % des richesses nationales – et 10 % détiennent 89 % des biens. Ces chiffres sont considérablement plus élevés que dans n'importe quelle autre puissance étudiée, loin devant les États-Unis ou la Chine.

Si le début des années 2000 a été particulièrement bénéfique pour les ménages russes, la croissance s'est peu à peu enrayée. L'économie est entrée en récession il y a deux ans, sous le double effet de la chute des prix du pétrole et des sanctions internationales<sup>1</sup>, entraînant dans leur sillage le cours du rouble. [...] Bien que la richesse globale de la Russie rivalise avec celle de la Norvège, de Hong Kong, de Singapour ou de la Turquie, l'écart se creuse nettement quand elle est rapportée à sa population, plus nombreuse.

Isabelle Mandraud, « La Russie, palme d'or des inégalités extrêmes », Le Monde Économie, 14 janvier 2017.

1. Suite à l'annexion de la Crimée, l'Union européenne a imposé à partir de 2014 des mesures de sanctions à l'encontre de la Russie.

## **Doc 5 p. 117 : Le développement dans les espaces ruraux**

Il est temps de réformer les retraites. Il aurait fallu commencer depuis longtemps, et pas pour boucher les trous dans le budget sur le dos des plus pauvres, comme aujourd'hui, mais dans les années 2000 par exemple, progressivement, en augmentant l'âge de départ de six mois par an. C'est vrai, l'espérance de vie a augmenté et la nature du travail a changé. Mais pas partout. Cela nécessite une approche différenciée. [...]

Les zones rurales de la moitié nord de la Russie ont perdu la majeure partie de leur population. Ce sont les actifs et les plus qualifiés qui sont partis. Les campagnes non agricoles sont majoritairement peuplées de femmes âgées. Les jeunes quittent ces régions après le bac pour rejoindre les grandes villes, car ils ne sont pas prêts à vivre sans gaz, sans eau courante, sans routes, sans Internet. L'espérance de vie des hommes y est bien en dessous de la moyenne officielle. Le chômage réel dans beaucoup de communes rurales atteint 30 %. Avant même l'âge de la retraite, beaucoup de femmes et d'hommes vivent sur la pension de leur mère.

Tatiana Nefedova citée dans « La Russie s'attaque au tabou de l'âge de la retraite », Courrier international, n° 1454, juin 2018.

## Étude de cas : Les enjeux du vieillissement au Japon (p. 118-119)

### Doc 2 p. 118 : Une géographie du vieillissement

En 2005, le nombre de décès [au Japon] est devenu supérieur à celui des naissances : la démographie [...] est alors rentrée dans la phase dite « post-moderne » de la transition démographique, celle du vieillissement qui résulte de l'érosion de la fécondité et d'un accroissement de l'espérance de vie. Des auteurs alarmistes ont alors évoqué [...] la fin du peuple japonais lui-même, mais deux phénomènes tempèrent cette vision. D'une part, le déclin et le vieillissement démographiques touchent inégalement le territoire japonais : pas les mégapoles, mais les campagnes profondes ; les banlieues restent fécondes et, depuis une poignée d'années, même les quartiers centraux de Tokyo regagnent des habitants grâce à l'arrivée de jeunes ménages avec enfants. D'autre part, le recours à l'immigration [...] pourrait remplir les besoins économiques et sociaux. [...].

La société japonaise doit néanmoins prendre en compte le nombre de plus en plus n'important de personnes âgées et répondre à leurs besoins sanitaires, culturels et psychologiques.

Philippe Pelletier, La Fascination du Japon, Le Cavalier bleu, 2016.

## **Doc 5 p. 119 : Les conséquences du vieillissement au Japon**

En 1979, le Japon, avec 116 millions d'habitants, était au septième rang dans le monde pour l'importance de sa population. Près d'un demi-siècle plus tard, avec 125 millions d'habitants en 2016, il recule au onzième rang, désormais devancé par le Pakistan, le Nigeria, le Bangladesh et le Mexique. En 1979, le Japon disposait de 2,7 % de la population dans le monde. En 2016, ce pourcentage est tombé à 1,7 % et, selon la projection moyenne, il est appelé à diminuer jusqu'à 1 %, voire moins, en 2050. Dans ce contexte, et malgré sa puissance économique relative, les arguments du Japon pour justifier sa revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU se réduisent, notamment face à l'Inde ou au Brésil en croissance démographique.

De telles données [...] sont de nature à avoir des effets géopolitiques défavorables pour le Japon. Mais le plus important est que la dépopulation [affaiblit la puissance] d'un pays. En effet, la diminution de la population active abaisse les ressources humaines disponibles pour créer des richesses. Sauf à attirer d'importantes vagues migratoires dans le cadre de migrations de remplacement, le PIB total du Japon est donc appelé à stagner même si la productivité par actif ayant un emploi augmente.

Gérard-François Dumont, « Japon : le dépeuplement et ses conséquences », Géoconfluences [en ligne], octobre 2017.

## **Dossier : Politiques démographiques et développement (p. 120-121)**

### **Doc 1 p. 120 : Les leviers d'une politique démographique**

Les programmes de planification familiale jouent un rôle primordial pour ralentir la croissance démographique et améliorer le bien-être familial. Il s'agit d'accompagner et d'encourager les changements de comportement en matière de fécondité<sup>1</sup>. L'enjeu est de taille, car 1,9 milliard d'individus ont aujourd'hui moins de 15 ans. Le profil de procréation de ces générations est déterminant pour confirmer la baisse de la fécondité dans les deux prochaines décennies. Malheureusement, un nombre important de femmes ne disposent pas aujourd'hui de méthodes efficaces de planification familiale, qui leur permettraient de limiter les naissances, notamment en diffusant plus efficacement des moyens modernes de contraception.

Les investissements en matière de santé et d'éducation constituent un deuxième champ d'investigation important. L'accès aux soins de santé reproductive, une meilleure scolarisation des classes d'âge les plus jeunes, notamment les femmes, constituent deux pièces maîtresses des politiques démographiques. L'éducation des femmes, et plus largement la réduction des inégalités de genre, ont des conséquences indéniables sur l'évolution de la fécondité.

Olivier David, La population mondiale, Répartition dynamique et mobilité,  
Paris, © Armand Colin, 2015 (3e édition).

1. Voir définition p. 130.

## **Doc 5 p. 121 : La fin du contrôle des naissances en Chine**

La fin de la politique de l'enfant unique n'a pas eu les effets escomptés car l'idée qu'il est bon pour le pays d'avoir peu d'enfants reste bien ancrée dans les mentalités. [Si l'abandon est récent pour en mesurer les effets sur la fécondité], il est vrai que le premier assouplissement de fin 2013 n'a pas atteint les résultats espérés puisque sur les 11 millions de couples potentiellement concernés par la réforme, seuls 16 % d'entre eux avaient, un an et demi plus tard, demandé l'autorisation pour avoir un deuxième enfant. À cela, viennent s'ajouter des raisons économiques : l'accès à école, les soins de santé, les activités périscolaires représentent un coût considérable. La forte hausse du coût de la vie, conjuguée à une précarité accrue sur le marché du travail, dissuade les couples d'avoir un deuxième enfant. Toute une nouvelle génération de Chinois souhaite désormais profiter de la vie ou donner la priorité à leur carrière avant d'avoir un enfant. [...] Le problème est profond : un rebond de la fécondité nécessitera a minima de mieux protéger les femmes sur le marché du travail et de soutenir davantage les familles dans la prise en charge des personnes dépendantes, à savoir les enfants et les personnes âgées.

[Mais] une remontée de la fécondité à deux enfants par femme ne suffira pas à enrayer le vieillissement de la population. La mise en place d'un système de retraite digne de ce nom permettrait à de nombreux Chinois de vivre décemment et de devenir de véritables acteurs économiques. D'ici 25 à 30 ans, le niveau de vieillissement de la Chine sera équivalent à celui du Japon aujourd'hui.

Isabelle Attané, « La Chine risque d'être vieille avant d'être riche », Les Échos, 28 février 2017.

## **Dossier : Richesse et pauvreté dans le monde : des inégalités croissantes (p. 122-123)**

### **Doc 1 p. 122 : La pauvreté dans le monde**

L'extrême pauvreté recule à l'échelle mondiale, mais la trajectoire est très inégale selon les régions. L'Afrique subsaharienne concentre désormais à elle seule plus de la moitié des personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Les données de la Banque mondiale révèlent pourtant quelques bonnes nouvelles. En 2015, dernière année pour laquelle des statistiques vérifiées sont disponibles, le taux de pauvreté est tombé à 10 % de la population mondiale. En 1990, ce taux était encore de 36 %. Dans l'intervalle, plus de 1,1 milliard d'individus sont sortis de la grande misère grâce à l'amélioration de leurs conditions de vie. Malgré ces progrès incontestables, les experts notent avec inquiétude que le mouvement a ralenti ces dernières années. Et, surtout, qu'il masque de profondes disparités géographiques. Sur les 27 pays affichant les taux de pauvreté les plus élevés à travers le monde, 26 se trouvent sur le continent africain. Sans surprise, les pauvres sont plus nombreux dans les États en proie à des crises politiques ou des conflits armés. Beaucoup se situent en Afrique mais pas uniquement (Syrie, Yémen). Ce constat, insiste Caroline Sánchez-Páramo, directrice de l'unité pauvreté de la Banque mondiale, doit être interprété au sens large : « Être pauvre, cela ne concerne pas seulement le niveau de revenu et de consommation. C'est aussi faire face à toutes sortes de privations touchant l'accès à l'éducation, aux services de santé ou à l'eau potable, et être davantage exposé aux fragilités climatiques. »

Marie de Vergès, « Plus de la moitié des plus pauvres dans le monde vivent en Afrique », *Le Monde Économie*, 21 septembre 2018.

## **Doc 5 p. 123 : Un monde d'inégalités**

Les inégalités à l'intérieur des pays émergents ont fortement augmenté. Tout le monde n'a pas profité du développement au même rythme, certains pays connaissant même des disparités très fortes, comme l'Inde. Du côté des pays développés, les trois dernières décennies ont vu un même accroissement des écarts de richesse internes. [...] Une étude approfondie par région permet pourtant de relativiser cette évolution : si toutes les parties du monde la connaissent, elle suit des rythmes très variés. Ainsi, les Européens s'avèrent relativement mieux protégés. La dynamique inégalitaire apparaît bien plus marquée aux États-Unis. Et le Moyen-Orient est polarisé à l'extrême entre ceux qui profitent de la manne pétrolière et les étrangers pauvres qui travaillent à leur service. Ces situations contrastées amènent un constat plus rassurant : les institutions politiques peuvent se permettre de contrôler les inégalités par une fiscalité progressive, des transferts vers les plus démunis, un salaire minimum et une offre de services publics.

Christian Chavagneux, « Un monde d'inégalités », Alternatives économiques n° 375, 1er janvier 2018.

## **Dossier : Les pays émergents face aux défis de la transition**

**(p. 124/125)**

### **Doc 2 p. 124 : L'émergence en question**

L'émergence caractérise le processus par lequel un État s'intègre à l'économie mondiale grâce à une croissance économique forte pendant plusieurs années. [...]

Les plus connus sont certainement les BRICS en raison de leur poids respectif et cumulé, et de la visibilité politique qu'ils se sont donnée en se réunissant régulièrement. [...]

Parler d'émergence plutôt que de développement induit des différences majeures : l'émergence est plus économique que sociale, et elle peut ne pas se traduire par l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres. [...]

Les États émergents présentent des caractéristiques communes qui se retrouvent de façon plus ou moins prononcée et avec des écarts selon les situations : une population nombreuse mais qui a achevé sa transition démographique, un régime politique stable mais souvent autoritaire, la formation d'une classe moyenne capable de consommer et d'occuper les emplois intermédiaires dans les services et l'administration, une urbanisation rapide, et souvent un creusement de l'écart de richesse. [...] On parle parfois de pays émergés à propos de la Chine ou du Brésil, ce qui sous-entendrait qu'on peut achever l'émergence sans atteindre pour autant le stade de « pays développé ».

Jean-Benoît Bouron, Géoconfluences, ENS/ DGESCO, 10 juillet 2018.

## **Doc 5 p. 125 : Une émergence ralentie**

Le FMI (Fonds monétaire international) [estime] que la croissance en 2018 du Brésil s'élève à + 1,8 %, de la Russie à + 1,7 %, de l'Inde à + 7,3 %, de la Chine à + 6,6 % et enfin de l'Afrique du sud à + 1,5 %. Eux qui, voici quelques années encore, étaient considérés comme la locomotive mondiale en termes de croissance subissent une pression identique en termes de productivité.

En comparant deux périodes (2000-2007 et 2011-2016), la croissance moyenne des grands émergents a marqué le pas. De + 6,6 % en moyenne, elle est tombée à + 5%. « Ce ralentissement, commun à l'ensemble des régions émergentes, est plus marqué en Amérique latine et en Asie », note une étude.

Plusieurs facteurs expliquent ce tassement. Tout d'abord, entre ces deux périodes l'effet rattrapage – économique, technologique, éducatif – s'est peu à peu estompé. Ensuite, les économies émergentes ont subi les contrecoups de la crise de 2008. De + 8,6 % en 2007, la croissance moyenne pour la seule année 2009 est tombée à + 2,8 %.

[En cause notamment], les hausses régulières des salaires qui font perdre au pays concerné des points de compétitivité-coût. Rares sont pour l'instant les économies à l'image de la Corée du Sud à avoir su sortir de ce « piège » par le haut.

Michel De Grandi,

« Les pays émergents face au recul de leur productivité », Les Échos,

2 août 2018.

## **Cours : Des trajectoires démographiques différenciées : les défis du nombre et du vieillissement (p. 130-131)**

**Quels sont les défis posés par la transition démographique dans le monde ?**

### **1 - Une planète de plus en plus peuplée**

La Terre compte 7,6 milliards d'habitants en 2019. Le XX<sup>e</sup> siècle a été celui de l'explosion démographique. En 1900, la population mondiale comptait 1,5 milliard d'habitants, soit cinq fois moins qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est dans les années 1960-1970 que la croissance démographique a été la plus rapide. Elle est désormais moins forte (environ 1,2 % par an) mais on compte environ chaque année quelque 90 millions d'habitants supplémentaires.

Le monde est inégalement peuplé. À l'échelle des continents, l'Asie regroupe 59,7 % de la population mondiale, devant l'Afrique (16,6 %), l'Amérique (13,4 %) et l'Europe (9,8 %). À l'échelle des États, la Chine (1,4 milliard) et l'Inde (1,3 milliard d'habitants) regroupent 35 % de la démographie mondiale. D'autres ont vu leur population considérablement augmenter au cours des dernières décennies : l'Indonésie (260 millions d'habitants), le Brésil (206 millions) ...

La population mondiale s'urbanise. En 2019, 55 % de la population mondiale réside en ville. La transition urbaine planétaire se traduit par l'essor de mégapoles.

Certaines ont vu leur population doubler au cours des trente dernières années, en raison d'un important exode rural, notamment en Asie du Sud (Mumbai), en Afrique (Lagos) ou en Amérique du Sud (São Paulo). Elles dépassent aujourd'hui d'autres métropoles qui avaient connu ce phénomène dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle (Londres, New York).

## **2 - Des trajectoires démographiques différenciées**

L'augmentation de la population mondiale s'explique par la transition démographique. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, certaines sociétés (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie...) ont connu un net abaissement de leur mortalité (amélioration de l'hygiène, développement de la médecine...) tout en conservant une fécondité élevée. Ce phénomène d'augmentation de l'accroissement naturel s'est généralisé dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle à l'ensemble des pays de la planète, contribuant ainsi à l'explosion démographique mondiale.

La transition démographique est inégale selon les pays. Tous les États de la planète ne sont pas au même niveau de leur transition démographique. Les pays d'Europe et d'Amérique ont achevé la leur : leur population augmente peu en raison d'une faible fécondité. Certains pays voient même leur population diminuer (Japon, Russie). À l'opposé, de nombreux pays d'Asie et d'Afrique connaissent un très fort accroissement naturel (Niger, Nigeria...).

Les trajectoires démographiques sont différenciées. Les pays développés ont achevé leur transition démographique, ce qui n'est pas le cas des pays en développement. Mais chaque pays est un cas particulier. Certains ont adopté des politiques antinatalistes (Chine), d'autres des politiques en faveur de la natalité (France). La géographie de la fécondité dans le monde est très inégale et les hiérarchies entre les pays peuvent être rapidement bouleversées : d'ici quelques années, l'Inde sera le pays le plus peuplé du monde avec 1,4 milliard de personnes.

### **3 – Les défis à venir**

La population mondiale devrait atteindre 9,8 milliards d'habitants en 2050. 98 % de la croissance démographique mondiale se fera dans les pays en développement. La population africaine devrait doubler, passant de 1,2 milliard d'habitants à 2,5 milliards en 2050. Les risques liés à cette croissance sont nombreux : conflits dans des espaces de forte densité de peuplement, multiplication des bidonvilles, insécurité alimentaire dans les régions économiquement et politiquement vulnérables, etc.

La population mondiale est déjà en phase de vieillissement généralisé. Le phénomène concerne aujourd'hui essentiellement les pays développés (Japon), entraînant manque de main-d'œuvre et augmentation des dépenses de santé. L'immigration y répond partiellement (Allemagne). Mais le vieillissement et l'augmentation de l'espérance de vie concernent également des pays émergents (Chine, Inde), les contraignant à abandonner le contrôle des naissances. Le reste du monde (Afrique) demeure jeune, mais d'ici 2050, la proportion des plus de 60 ans doublera dans le monde.

Les défis sont nombreux et divers. L'Inde doit créer chaque année environ 12 millions d'emplois. Les pays les plus riches doivent prendre soin de leur population âgée, mais les systèmes collectifs de prise en charge sont difficiles à financer. L'immigration est une réponse au problème de pénurie de main-d'œuvre. Les pays en développement, en raison de la forte fécondité passée, doivent achever leur transition, réduire les inégalités et offrir une meilleure protection sociale.

## **Cours : Développement et inégalités (p. 132-133)**

**Le développement contribue-t-il à réduire les inégalités ?**

### **1 - Un monde inégalement développé**

Le développement constitue une transition majeure dans l'histoire des sociétés. Ce bouleversement repose sur le passage d'une économie agricole et d'une société majoritairement rurale, où la pauvreté est généralisée, à une économie urbaine et une société citadine où la pauvreté est minoritaire. Il existe plusieurs façons de mesurer le développement et les inégalités. Certains indicateurs mesurent uniquement les performances économiques (PIB, PIB/hab.) et d'autres sont plus complets (IDH).

Le développement est révélateur de progrès. Il repose sur une capacité à redistribuer de manière équitable les résultats de la croissance économique. Le développement se traduit par des améliorations sociales : ainsi, depuis 1980, le PIB de l'Indonésie a été multiplié par 14, le taux d'alphabétisation des adultes est passé de 68 % à plus de 99 % et un Indonésien vit désormais en moyenne dix ans de plus. Sur le plan politique, le développement s'accompagne de progrès de la démocratie : pluralisme politique, élections libres, respect des droits de l'Homme, etc.

Le développement progresse dans toutes les régions du monde, mais à des rythmes différents. En 2017, 112 pays ont un IDH élevé ou très élevé (supérieur à 0,7) et 38 ont un IDH faible (inférieur à 0,55). Toutefois, les écarts restent importants : la Norvège est première avec un IDH de 0,953 et le Niger dernier avec un IDH de 0,354. Les richesses sont aussi inégalement partagées : au Moyen-Orient, les 10 % des habitants les plus riches détiennent plus de 60 % du revenu total.

## **2 - Des inégalités de développement à toutes les échelles**

À l'échelle mondiale, il n'existe pas un modèle unique de développement. Les trajectoires de développement sont nombreuses. On distingue les pays développés à hauts revenus et les pays en développement, eux-mêmes divisés entre les pays émergents, les pays en situation intermédiaire (exemple : pays producteurs de pétrole) et les PMA (Pays les Moins Avancés). Les PMA concentrent les indicateurs socio-économiques les plus défavorables : sous-nutrition, pauvreté, manque d'accès aux soins, etc.

À l'échelle des continents et des États, les inégalités de développement sont fortes. Les régions métropolitaines ou littorales concentrent la croissance et le progrès. C'est particulièrement le cas dans les pays émergents (Chine, Brésil...). Au Brésil, la région du Sudeste représente à elle seule plus de 60 % du PIB national. En revanche, les territoires intérieurs de ces États-continentaux (Chine intérieure) sont souvent encore en retard de développement.

Aux échelles régionale et locale, les inégalités de développement sont également très fortes. Ces inégalités sont marquées entre les habitants d'un même pays : en Russie, les 1 % les plus aisés détiennent près de 75 % de la richesse totale. Elles sont marquées entre villes et campagnes : les taux de pauvreté sont plus élevés dans les zones rurales. Les inégalités sont marquées au sein des villes, tant dans les pays développés (concentration de la pauvreté dans certains quartiers) que dans les pays en développement où les bidonvilles cumulent les handicaps (insalubrité, insécurité...).

### **3 - Réduire les inégalités : un défi du développement durable**

Les inégalités constituent un obstacle au développement. La réduction des inégalités est ainsi l'un des 17 « Objectifs de Développement Durable » de l'Agenda 2030 adopté par l'ONU en 2015. L'objectif numéro 10 invite les États à réduire les inégalités en proposant plusieurs pistes : adopter des politiques visant à davantage d'égalité, stimuler l'aide publique au développement (APD) en faveur des États qui en ont le plus besoin, etc.

À l'échelle des États, de nombreuses initiatives sont mises en place afin de réduire la pauvreté et les inégalités : dispositifs d'assurance santé au Cambodge, politiques sociales au Brésil, subvention des engrais pour les agriculteurs au Malawi. Ces résultats permettent des progrès considérables : entre 2000 et 2018, le nombre de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté est passé de 1,7 milliard à 660 millions. L'Afrique et l'Inde sont le continent et le pays qui comptent aujourd'hui le plus de pauvres.

Toutefois, les inégalités demeurent importantes. Sept personnes sur 10 vivent dans un pays où l'écart entre riches et pauvres est plus fort qu'il y a trente ans. Les 1 % les plus fortunés détiennent plus de richesses que les 99 % des autres habitants de la planète. Ce sont les populations les plus pauvres qui sont les plus touchées par les catastrophes naturelles (Bangladesh, Haïti, Tchad...). Les inégalités ne sont pas seulement économiques, elles sont de tous types : sexe, âge, origine ethnique, religion, etc.